

....., le / / 2020

Madame La Directrice Régionale

La Poste BSCC ÎDF-Est

3, place Salvador ALLENDE

94000 Créteil

Objet : Requête - Contestation de retenue sur salaire

Nom et Prénom :

Identifiant :

Site et établissement :

Madame la Directrice,

Courant juin, il m'a été notifié que je serai victime d'une retenue sur salaire, La Poste considérant que j'ai fait valoir abusivement mon droit de retrait tel que défini dans l'article L4131-1 du code du travail. L'article L4131-3 précise : « **Aucune sanction, aucune retenue de salaire ne peut être prise à l'encontre d'un travailleur ou d'un groupe de travailleurs qui se sont retirés d'une situation de travail dont ils avaient un motif raisonnable de penser qu'elle présentait un danger grave et imminent pour la vie ou pour la santé de chacun d'eux.** »

Même si l'employeur peut contester l'usage fait du droit de retrait, là encore les textes sont précis : « les conditions d'exercice du droit de retrait ne sont pas réunies **sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux.** »

Je vous demande donc de me rétablir dans mon droit à salaire COMPLET et ce dès le prochain versement ou de me fournir la notification du Tribunal souverain vous ayant autorisé à me sanctionner.

En cas de refus de votre part, je saisisrai le Tribunal compétent (Administratif ou Prud'hommes).

Signature